

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	13	12

N° de la séance : 03

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Etude sur le repérage d'emplois mutualisés auprès des associations et des collectivités territoriales - Association pour la Promotion et la Professionnalisation de l'Animation Sportive et Culturelle dans les Alpes Maritimes (A.P.P.A.S.C.A.M.) - Attribution d'une subvention

- ☒ Original
- Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.235

Date de la convocation :

Le 13/12/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **23 DEC. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **29 DEC. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 décembre 2016

L'an deux mil seize et le 19 décembre à 14h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations, 288 chemin de St Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Gérald LOMBARDO, Joseph LE CHAPELAIN, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'insertion par l'économique.

L'Association pour la Promotion et la Professionnalisation de l'Animation Sportive et Culturelle dans les Alpes Maritimes (A.P.P.A.S.C.A.M.) envisage la création d'un groupement d'employeurs. Par là même, elle propose la mise en œuvre d'une prospection, d'un repérage et d'une sensibilisation auprès des associations employeurs et des collectivités territoriales.

Son étude se déroule sur le territoire de la C.A.S.A. en partenariat étroit avec les structures de l'Economie Sociale et Solidaire, les partenaires publics pour l'emploi et les collectivités territoriales.

Cette étude est réalisée avec un état des lieux, des réunions collectives ou individuelles présentant la notion de mutualisation de l'emploi et le transfert d'expériences.

Les objectifs poursuivis par cette étude sont les suivants :

- Créer, pérenniser et/ou consolider des emplois ;
- Renforcer les conditions de succès des associations en favorisant la mutualisation des moyens humains ;
- Renforcer les compétences transversales des structures (comptabilité, secrétariat, développement, communication ou autres).

Le budget de cette étude s'élève à 13 000 euros et la C.A.S.A. souhaite apporter une contribution financière à hauteur de 8 000 euros.

Cette action pourra bénéficier de cofinancements de la part de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Considérant que l'étude intitulée « Repérage des projets d'emploi et d'emploi partagé » permettant une évaluation des besoins en termes de postes auprès des entreprises associatives et des collectivités locales menée par l'association A.P.P.A.S.C.A.M. s'inscrit dans les compétences Politique de la Ville transférées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représente cette étude pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 17 novembre 2016 ;

Vu les crédits qui figurent au budget primitif 2016 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 8 000 euros à l'A.P.P.A.S.C.A.M. pour son action au titre de l'insertion par l'économie,
- d'approuver la convention de participation financière entre l'A.P.P.A.S.C.A.M et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574, fonction 522 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention de 8 000 euros à l'A.P.P.A.S.C.A.M. pour son action au titre de l'insertion par l'économie,
- d'approuver la convention de participation financière entre l'A.P.P.A.S.C.A.M et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574, fonction 522 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 décembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET LA PROFESSIONNALISATION
DE L'ANIMATION SPORTIVE ET CULTURELLE DANS LES ALPES MARITIMES
(A.P.P.A.S.C.A.M.)**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 19 décembre 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'association dénommée Association pour la Promotion et la Professionnalisation de l'Animation Sportive et Culturelle dans les Alpes Maritimes (A.P.P.A.S.C.A.M.) régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but la conception d'actions d'information, de promotion et d'études susceptibles de favoriser le développement d'emplois à profil associatif, dont le siège social est situé 2, rue de la Foux - 06800 CAGNES SUR MER, représentée par Nathalie AUDIN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **l'A.P.P.A.S.C.A.M.**

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, l'A.P.P.A.S.C.A.M. exerce notamment une mission relative à :

- un recensement des besoins, la recherche du personnel d'encadrement formé ou en cours de formation en partenariat avec Pôle Emploi, la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (D.I.R.E.C.C.T.E.), la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale et le Centre Régional d'Information Jeunesse Côte d'Azur,
- une recherche et une mobilisation des financements disponibles concourant à la création et la pérennisation des emplois associatifs,
- des actions d'insertion professionnelle et de formation.

Dans ce cadre l'association propose un repérage des projets d'emplois et d'emplois partagés avec une évaluation des besoins en termes de postes auprès des entreprises associatives et des collectivités locales.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 17 novembre 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention l'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de prospection, repérage, sensibilisation, accompagnement et création d'emplois.

Les principaux objectifs de l'A.P.P.A.S.C.A.M., à travers une étude de faisabilité, sont de permettre de :

- créer, pérenniser et/ou consolider des emplois ;
- renforcer les conditions de succès des associations en favorisant la mutualisation des moyens humains ;
- renforcer les compétences transversales des structures (comptabilité, secrétariat, développement, communication ou autres).

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'A.P.P.A.S.C.A.M. pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2017.

En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 12 000 euros conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'A.P.P.A.S.C.A.M. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 8 000 euros.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION - EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan de l'action subventionnée.

6.1 Bilan intermédiaire

L'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage à fournir un bilan intermédiaire qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs qualitatifs et quantitatifs sont :

- Nombre de collectivités et d'associations sensibilisées au projet ;
- Etat des lieux des besoins d'emploi auprès des collectivités et des associations ;
- Repérage des demandeurs d'emploi correspondant aux besoins ;
- Diagnostic des perspectives de mutualisations d'emploi ;
- Mise en réseau des acteurs.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par l'A.P.P.A.S.C.A.M.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact de l'action ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

- L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.
- L'A.P.P.A.S.C.A.M. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'A.P.P.A.S.C.A.M. remettra à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou, au plus tard, avant le 1^{er} août de l'année 2018.
- Si l'A.P.P.A.S.C.A.M. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'A.P.P.A.S.C.A.M., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

L'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

L'A.P.P.A.S.C.A.M. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois suivant la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif. Les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'association,
A.P.P.A.S.C.A.M.
La Présidente

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
La Vice- Présidente Déléguée à
la Politique de la Ville.

Nathalie AUDIN

Michelle SALUCKI

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	200	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	3000
Achats matières et fournitures	200	74- Subventions d'exploitation¹¹	
Autres fournitures		Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	600		
Locations	600	Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat :	
Assurance		-	
Documentation		Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	5200	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	4000	Département(s) :	
Publicité, publication	400	-	
Déplacements, missions	800	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Services bancaires, autres		-CASA	8000
63 - Impôts et taxes		Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	4000	- CAF	
		CDC (Caisse des Dépôts)	2000
Rémunération des personnels,	2500	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	1500	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles	2000	77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement	1000		
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	13 000	TOTAL DES PRODUITS	13 000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	13 000	TOTAL	13 000

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/12/2016
Numéro : BC_2016_235
Nature : DE - Deliberations
Objet : Etude sur le repérage d'emplois mutualisés auprès des associations et des collectivités territoriales - Association pour la Promotion et la Professionnalisation de l'Animation Sportive et Culturelle dans les Alpes Maritimes (A.P.P.A.S.C.A.M.) - Attribution d'une subvention
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : jxqkz3p

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 29/12/2016
Identifiant : 006-240600585-20161219-BC_2016_235-DE

Acte reçu

Date : 19/12/2016
Numéro interne : BC_2016_235
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Etude sur le repérage d'emplois mutualisés auprès des associations et des collectivités territoriales - Association pour la Promotion et la Professionnalisation de l'Animation Sportive et Culturelle dans les Alpes Maritimes (A.P.P.A.S.C.A.M.) - Attribution d'une subvention
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161219-BC_2016_235-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20161219-BC_2016_235-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20161219-BC_2016_235-DE-1-1_3.PDF